

Le MRP vous parle !

Nouvelle série juillet 1983 N° 7

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e — Téléphone : 296-02-20

NOTRE BOUSSOLE

Alfred COSTE-FLORET

La Boussole d'un Démocrate Chrétien c'est la doctrine sociale chrétienne.

Jacques DELORS, qui fut l'un des principaux artisans de la création de la CFDT par scission de la CFTC, explique son comportement dans son livre «CHANGER» (Stock 1975). Il écrit à la page 41 «La CFTC se fondait sur la doctrine sociale chrétienne qui était largement insuffisante pour expliquer les phénomènes sociaux contemporains puisqu'elle écartait systématiquement le fait fondamental de la lutte des classes». Jacques DELORS et la CFDT ont jeté la boussole. Ainsi s'explique, hélas, la dérive marxiste de la CFDT. Ainsi s'explique aussi en politique les dérives et les compromis de ceux qui refusant la référence chrétienne mettent leur boussole dans la poche.

La doctrine sociale chrétienne est toujours actuelle, comme ne cesse de nous le rappeler Jean-Paul II.

Le mot «social» n'a pas ici le sens dérivé qu'on lui donne souvent dans le langage politico-économique d'aujourd'hui, à savoir tout ce qui concerne l'amélioration de la condition de vie des travailleurs et des défavorisés. Il signifie ce qui concerne la Société, c'est-à-dire l'homme considéré non seulement dans la dimension de sa personne, mais aussi dans ses rapports avec autrui.

L'homme pour les chrétiens est créé à l'image de Dieu. Il ne peut trouver son équilibre que par le développement et l'épanouissement de sa personnalité dans sa plénitude, corps et âme. L'erreur du marxisme, qui est aussi une explication d'ensemble de

l'homme et de la société, l'erreur de toutes les doctrines matérialistes, c'est d'être déséquilibrées. Elles mutilent l'homme parce qu'elles ignorent sa dimension spirituelle. La doctrine sociale chrétienne est, au contraire, la doctrine d'un juste équilibre et cela dans tous les domaines.

DANS LE DOMAINE DE LA FAMILLE : elle est un juste équilibre entre l'excessive rigueur d'un système patriarcal aujourd'hui disparu en Occident Chrétien qui concentre tous les pouvoirs et tous les droits entre les mains du «Pater familias» et le regrettable processus de dissolution familiale commencé sous l'ancien septennat et aggravé sous l'actuel, qui est en train de désagréger la cellule familiale. Pour la doctrine sociale chrétienne, la famille est la cellule première de la société où époux, parents et enfants ont chacun des droits et des devoirs réciproques.

DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNAUTE POLITIQUE : la doctrine sociale chrétienne est un juste équilibre entre l'absolutisme de l'Etat totalitaire et l'anarchie du déchainement des libertés individuelles. Elle offre à la communauté politique une conception de la puissance publique qui limite par le Droit l'exercice de la force. Elle protège le citoyen en l'insérant dans une série de corps intermédiaires qui ne le laissent pas seul et isolé en face de l'Etat. Enfin elle définit les droits et les devoirs des citoyens.

DANS L'ORDRE DE L'ECONOMIE : la doctrine sociale chrétienne propose un juste équilibre entre socialisme et libéralisme. La doctrine sociale chrétienne récusé le socialisme marxiste d'une part au nom de l'incompatibilité entre le matérialisme athée et la foi chrétienne, d'autre part au nom de l'homme. La doctrine sociale chrétienne refuse la doctrine socialiste qui mutilé l'homme, méconnaît sa dimension spirituelle et le réduit à n'être qu'un producteur de richesses et un consommateur de biens. Mais avec la même force la doctrine sociale chrétienne récusé le libéralisme parce que celui-ci engendre un déséquilibre au profit des possesseurs de capitaux. Dès 1891 Léon XIII condamnait dans «RERUM NOVARUM» : «L'injustice d'une situation où un petit nombre de riches et d'opulents ... imposent un joug presque servile à l'innombrable multitude des prolétaires». Condamnant la lutte des classes, la doctrine sociale chrétienne prône l'équilibre des rapports sociaux par la coopération des classes, même si celle-ci est parfois une «coopération conflictuelle».

ENFIN DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE : la doctrine sociale chrétienne présente un juste équilibre entre deux excès : le Nationalisme et l'Internationalisme. Elle condamne le nationalisme parce qu'il divinise l'Etat. La doctrine sociale chrétienne ne divinise ni la Nation, ni la Race, ni l'Homme, ni l'Etat. DIEU

(suite page 2)

SEUL EST DIEU. Selon la doctrine sociale chrétienne l'Etat est fait pour l'Homme et non l'Homme pour l'Etat.

Comme le nationalisme l'excès inversé, l'internationalisme, ne peut être accepté. Car la personne humaine vit dans une série de collectivités intermédiaires imbriquées dans la communauté politique dont le sommet est l'Etat. C'est pourquoi la doctrine sociale chrétienne enseigne la Patriotisme. Elle proclame la nécessité de préserver et de sauvegarder la personnalité nationale, l'identité nationale. Cependant elle n'en fait pas un absolu. Les chrétiens sont des universalistes et la chrétienté déborde des limites étroites des frontières nationales. Les chrétiens doivent travailler à unir les peuples, à dissiper leurs préjugés, à éclairer leurs malentendus, à supprimer les haines et les égoïsmes qui les aveuglent, à harmoniser les intérêts qui les séparent. Ils ont donc le devoir de coopérer à la construction de l'Europe communautaire et à l'oeuvre de paix des Institutions Internationales.

«JUSTE EQUILIBRE», ces deux mots sont la synthèse de toute la doctrine sociale chrétienne. Celle-ci, parce qu'elle envisage l'Homme dans sa globalité, dans sa double dimension matérielle et spirituelle, corps et âme, permet son complet développement. Elle montre constamment la voie de l'équilibre entre des excès contraires qui tous amoindrisent l'homme.

Dans le gigantesque combat où, aujourd'hui, le mal et le bien sont partout mêlés, la doctrine sociale chrétienne doit être notre Boussole. Seule elle est capable d'arracher au matérialisme une communauté humaine qui est en train d'en mourir pour y réintroduire le spirituel qui la rénovera et la sauvera.

DROITE ET GAUCHE

Quand la gauche inclut les communistes, c'est à dire les partisans de la pire tyrannie qui ait jamais existé, il est naturel qu'on s'en éloigne.

Tout aussi naturellement vous vous trouvez à droite d'une telle gauche et vous en êtes bien aise.

Le bon sens l'indique et le peuple le comprend sans effort. Les spécialistes de la science politique, prisonniers de leurs critères, le comprendront plus tard.

COURRIER DES LECTEURS

Nous avons reçu beaucoup d'approbations et de compliments à propos des deux derniers numéros — 5 et 6 — du «M.R.P. vous parle !», consacrés à Georges Bidault et à Marc Sangnier et commentant l'actualité.

Nous publions ci-après quelques unes de ces lettres, notamment celles qui approuvent ou désapprouvent — avec amitié — les propos de Fernand Bouxom et d'André-François Mercier.

J.C.

*
* *

J'ai beaucoup apprécié le No 6 du «M.R.P. vous parle !». C'est pour ceux qui se sont replongés dans l'action, parce que le devoir était clair, une excellente lecture et un encouragement apprécié.

Oui, l'idéal qui fut le nôtre au MRP doit encore être utile. Unir les hommes de bonne volonté et redonner à la lutte politique un sens spiritualiste c'est tout un programme pour gérer nos cités et les débarrasser de l'emprise marxiste.

Jean CAILLONNEAU
Maire de Sèvres

Conseiller général des Hauts de Seine
Conseiller régional d'Ile de France

*
* *

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le dernier numéro du «M.R.P. vous parle !». Bouxom a raison, il est bien mort le M.R.P. et je suis bien attristé de voir ses militants dispersés à droite et à gauche.

Quant à moi, je suis vraiment au centre, refusant d'être dans l'un ou l'autre camp, opposant tenace à ce régime qu'on ne peut pas appeler République par l'abandon total du pouvoir et sa concentration au profit d'un chef élu, tout en désapprouvant la politique spectacle que l'on nous donne.

Jean-Marie ROBERT
ancien Maire-Adjoint du
XII^e arrondissement de Paris

*
* *

L'article sur Marc — sur sa vie de prière — est très bien.

J'ai moins aimé des jugements grognons sur la descendance du M.R.P.

Si l'on veut être fidèle à l'esprit du M.R.P., il faut travailler avec son successeur le C.D.S. en y faisant triompher l'esprit du M.R.P., en l'empêchant de virer à droite. Les jeunes président et secrétaire-général du C.D.S. sont pleins d'enthousiasme. Que les vieux ne perdent pas le leur.

Et je signe :

Louis SIEFRIDT
ancien député M.R.P.
90 ans !
Le Havre

*
* *

yé mon adhésion. Ancienne du M.R.P., après mes parents, actuelle militante du C.D.S., ne regrettant rien de ce qui s'est fait, mais essayant de profiter des leçons du passé pour agir actuellement, je pense que le bulletin considéré comme tribune libre de tous ceux qui ont été un jour M.R.P. peut être utile et rappeler ce qui a été. Mais je pense qu'il faut laisser à ceux qui sont engagés dans le combat politique actuel, difficile, le soin de juger ce qu'ils doivent faire. Si les principes ne peuvent changer, leur application peut varier en fonction des circonstances. Archiviste, donc historienne, je sais trop que l'histoire ne se répète jamais, mais qu'il faut toujours être prêt, en se souvenant du passé, à agir vers l'avenir et non se complaire dans d'amers regrets de ce qui aurait pu être.

Excusez ces quelques mots qui n'ont d'autre but que de vous donner ma pensée, sachant combien les nouveaux adhérents du C.D.S., jeunes ou moins jeunes, ont su renouveler et élargir nos horizons et nos espoirs.

Monique MESTAYER
Douai

Le discours du Chancelier Kohl n'a pu trouver place dans le présent bulletin. Il sera publié dans celui de septembre.

POUR UN RASSEMBLEMENT DES ANCIENS MILITANTS ET SYMPATHISANTS DU P.D.P. ET DU M.R.P.

Au cours de notre Assemblée Générale, le 23 mars dernier, plusieurs participants ont souhaité que des efforts soient entrepris pour faciliter le rassemblement, sur le plan régional, des anciens militants et sympathisants du P.D.P. et du M.R.P. Il a été suggéré, à cet effet, de publier des communiqués dans la presse locale, afin de faire connaître l'existence de l'Amicale du M.R.P.

Certains de nos amis, désireux de prendre une initiative de ce genre, nous ont demandé de leur fournir un projet de communiqué. A leur intention nous proposons le texte suivant :

«Il y a 2 ans, plusieurs anciens militants du P.D.P. et du M.R.P. ont décidé de constituer une association destinée à maintenir vivants, entre ceux qui militèrent, à un titre ou à un autre, au sein, soit du P.D.P., soit du M.R.P., les liens d'une amitié qui a marqué profondément leur action et à transmettre l'esprit qui anima cette action aux générations qui assurent la relève.

Depuis sa constitution, l'Amicale a publié chaque trimestre un bulletin «Le M.R.P. vous parle» qui, d'une part, évoque l'action entreprise dans le passé par les dirigeants et militants du P.D.P. et du M.R.P., notamment dans le domaine social et international; et, d'autre part, essaie de se faire l'écho de l'activité actuelle de tel ou tel ancien militant du mouvement, ainsi que de l'activité de l'Amicale elle-même.

L'Amicale du M.R.P. adresse un appel à tous ceux qui, dans notre région, ont lutté dans les rangs du P.D.P. et du M.R.P. les invitant à rejoindre les quelques certaines d'adhérents qu'elle compte à ce jour.

Les personnes désireuses de répondre à cet appel devront envoyer leurs nom et adresse à :

AMICALE DU M.R.P.
21 rue Saint-Augustin
75002 PARIS

Elles recevront le prochain Bulletin dans lequel elles trouveront toutes indications utiles pour envoyer leur adhésion.»

LOUIS PICHON N'EST PLUS

Celui qui fut notre ami a rejoint les compagnons qui durant de longues années luttèrent à ses côtés au sein du M.R.P. et qui, eux aussi nous ont quittés.

Elu à la Libération conseiller municipal à Lyon, il a été durant plus de 30 ans un dévoué serviteur de la ville.

Habitant dans le vieux Lyon, il participa activement à la restauration de ce quartier séculaire.

Rien de ce qui se passait dans la cité ne lui était indifférent. Nous garderons de lui le souvenir d'un grand chrétien, d'un ami loyal toujours plein d'anecdotes.

Ceux qui le connurent dès 1945 se souviendront de ce grand bonhomme coiffé de son éternel béret et vêtu de sa grande pélerine.

A sa femme, militante dévouée comme lui, nous adressons notre profonde sympathie.

Les Anciens du Rhône

AMIS DÉCÉDÉS



BIDAUT (Athis-Mons, Essonne)
Charles FERRIE (Castelnau d'Aude)
Anne-Marie de LARMINAT (Paris 6e)
André LAURENCEAU (St. Jean de
Braye, Loiret)
Jean NOURY (St. Malo, Ile et
Vilaine)
Olga ROUSSEAU (Vitry, Val de Marne)
Marcel VALASTER (Pont de Briques,
Pas de Calais)

L'ESPRIT TOUJOURS VIVANT DANS LE RHONE

Le 24 juin dernier, les anciens du Rhône s'étaient donnés rendez-vous comme chaque année. Après une messe du souvenir, toute empreinte de profond recueillement, célébrée à la mémoire de notre président fondateur G.BIDAULT et de tous ceux qui dans le Rhône nous ont déjà quittés et qui furent nos compagnons et souvent nos guides, ils se sont retrouvés autour d'une table pour le «machon» de l'amitié.

Cela leur a permis d'évoquer les souvenirs communs, mais aussi de féliciter ceux des nôtres qui continuant le combat ont toujours des responsabilités politiques.

Nous avons déjà deux parlementaires avec Pierre VALLON sénateur et Pierre Bernard COUSTE député, mais aussi Jean PALLUY, président du Conseil Général, Louis CHAINE 1er vice-président, Michel LAMY 4eme vice-président et maire d'Anse, Philomène MAGNIN doyenne du conseil et vice-présidente d'honneur.

Depuis mars 1983, nous avons Jean SALLES, notre dernier président fédéral élu maire de Ste Foy les Lyon, Jean CORBIGNOT, maire de LISSIEU, Pierre CHAMBA maire de les OLMES, Camille GEORGES maire du 2e arrondissement de Lyon, Jacques MOULINIER adjoint au maire de Lyon chargé de l'urbanisme.

Cette présence dans les différentes assemblées politiques du département prouvent combien le long combat mené au sein du MRP a porté ses fruits.

Nous sommes sûrs que ces anciens militants à des portes de responsabilité sauront continuer dans le même esprit et le même idéal qui nous ont toujours animés pour le service des autres.

La soirée se passa dans une ambiance particulièrement sympathique au cours de laquelle notre ami Marc SUC, qui fut longtemps adhoit au maire d'Oullins, sut se montrer un animateur remarquable.

Tous se séparèrent ravis, ce ne fut qu'un au revoir, car ces rencontres sont maintenant inscrites au calendrier.

Léonard BROSSY
correspondant des Anciens MRP
du Rhône

DIX ANS DÉJÀ ...

Roger MILLOT (1909-1973)

Au soir d'une longue journée, le 12 Avril 1973, Roger Millot est mort brutalement, simplement et dans l'humilité, à l'âge de 64 ans. La foule de ses amis accourut par milliers, à la Madeleine, pour un ultime hommage.

Constamment pendant un quart de siècle, le nom de Roger Millot fut associé à celui des classes moyennes dont il avait fondé avec Pierre Brisson le Comité national dès 1946 et à celui d'un syndicat indépendant de cadres pour lequel il créa la CGC à la Libération avec Yves Fournis, André Malterre et Jean Ducros.

Elu en 1972 à l'Académie des sciences morales et politiques, il siégea au fauteuil laissé vacant par Louis Armand, après avoir reçu son épée, huit jours avant sa mort soudaine, des mains d'Emile Roche.

Un profond humanisme chrétien animait cet ingénieur civil des mines (inspecteur général des services sociaux

du groupe Pechelbronn, 1943-1953). De grande culture littéraire et philosophique, il était docteur honoris causa de l'université de Montréal et sa seconde patrie était Rome.

Homme de grand coeur et catholique fervent (il présida «Pax Romana»), il manifestait un esprit de conciliation, une affabilité teintée d'humour dont il savait user avec habileté quand, dans un congrès, sonnait l'heure de la motion ardue ou du discours de synthèse.

Fier de son Nivernais natal — il naquit à Clamecy le 9 mai 1909 — fils d'un chef de district SNCF, Roger Millot fut aussi un Européen convaincu qui fréquenta ses pionniers disparus, Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi. De même, il resta toujours un compagnon fidèle du MRP.

Rassembleur d'homme, analyste concient de la prospective humaine, Roger Millot milita dans les organismes variés qu'il contribua à fonder : président du Centre des échanges internationaux; membre du bureau du Conseil économi-

que, dont il présida la section des Economies régionales; président des Houillères du bassin d'Auvergne; directeur de la collection «Elites et Responsabilités» et de la revue «Ingénieurs et Cadres»; auteur de plusieurs ouvrages techniques sur les recherches de pétrole, de gaz naturel et d'alcool carburant.

Homme d'idéal et de dialogue, résolument optimiste, il travailla sans répit à susciter de puissants courants d'énergie humaine et d'enthousiasme. Il s'attacha à dépassionner les débats, à trouver les compromis nécessaires, puisant ses réserves militantes dans sa foi profonde et dans les mystiques sociales, politiques et religieuses qu'il ne mit jamais sous le boisseau. Un an avant sa mort, Jacques Chaban-Delmas tint à lui remettre personnellement, à l'hôtel Matignon, la cravate de commandeur de la Légion d'honneur en présence des siens.

Georges VERPRAET

EMILE LOUIS LAMBERT

Emile Louis LAMBERT nous a quittés le 29 Janvier 1982. Né en 1905 dans le Jura, de parents agriculteurs, son père fut un militant du «Sillon». Son fils sera, selon l'expression de Maurice Schumann, «marqué du même signe».

Après ses études primaires dans l'école de son village, puis secondaires à Lons le Saunier, il entre à la Mutualité Sociale agricole de France Comté. Il y a gravi tous les échelons et devient le Directeur de la Mutualité Sociale agricole du Doubs à Besançon.

C'est alors qu'entendant l'Appel du 18 Juin 1940 du Général de Gaulle, il n'hésite pas un seul instant à se mettre à la disposition du Colonel MAURIN, Chef de l'Armée Secrète pour la France-Comté et la Bourgogne. Dès la fin 1940, il en devient l'Adjoint. En avril 1944 il est arrêté et subit les atroces interrogatoires «à la clef». C'est le mutisme total. Alors on l'envoie au Commando d'Allach, à 20KM de Dachau. On y broie les corps et les âmes. Il y cotoie Edmond Michelet, les Pères Riquet et Sommet, le Général Delestraint. Sa Foi est profonde et lui permet de «tenir». Le corps décharné, le regard

perdu, il retrouve les siens en 1945.

Edmond Michelet, Ministre des Armées en 1945, lui demanda de soutenir son action sur le plan politique, en faveur des Déportés, internés et familles de disparus. Emile Louis LAMBERT se présente alors dans le Doubs à l'Assemblée Constituante. Elu, il le sera de nouveau en 1946, jusqu'en 1952. Vice-président de la Commission de la Défense Nationale, il sera le Rapporteur de la Loi sur les Déportés, Internés et familles de disparus. En 1950, il crée la Fédération et en demeure l'actif Président de nombreuses années.

En 1953, il est nommé Directeur de la Protection Civile de la Côte d'Or. Il y terminera sa carrière en 1973.

Capitaine de réserve, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945 avec Palme Médaille de la Résistance, notre ami avait pris comme devise celle de son maître Marc Sangnier; «l'AMOUR EST PLUS FORT QUE LA HAINE».

En quittant la Présidence de la Fédération, il écrit dans le Journal des déportés : «Témoignage de fidélité» : «Durant le reste de mon existence, je

souhaite ardemment demeurer fidèle aux traditions de ma famille, dans la profonde affection de ceux qui m'auront procédé dans un monde meilleur ou qui me survivront....

...«Je renouvelle mon attachement indéfectible au sacrifice des martyrs de la Déportation, de la Résistance et de tous ceux qui sont tombés pour de justes causes. Leurs familles ont toujours occupé une place privilégiée dans mon esprit et dans mon coeur. Mes dernières pensées rejoindront la chère famille triangulaire de l'UNADIF, tous ses Membres et en particulier ses dirigeants, dignes de leurs prédécesseurs, qui assument avec compétence, courage et un dévouement à toute épreuve de lourdes responsabilités. S'il m'est arrivé d'avoir fait de la peine à des personnes de mon entourage, ou d'avoir déçu qui que ce soit, j'en demande bien sincèrement pardon devant mon SEIGNEUR et JUGE». A Dijon le 30 Mai 1979.

N'oublions pas notre ami et ayons une pensée pour sa famille et en particulier pour sa soeur Françoise Lambert.

Roland THOMME, ancien ouvrier de l'Imprimerie de la Démocratie, ancien Volontaire de la Paix, ancien Interné Résistant évadé

DECLARATION

23 JUIN 1983

Le Rassemblement Pour la République et la Démocratie Chrétienne Française constatent leurs convergences sur les principes qui doivent être à la base du redressement indispensable du pays.

Ils affirment avec force qu'il existe une politique de rechange à proposer aux Français.

La politique de redressement national doit s'articuler autour des points suivants :

1. La crise qui atteint le pays est une crise économique et sociale, mais aussi une crise morale. La politique de redressement national doit remettre en honneur une éthique des valeurs morales sans laquelle il est impossible de demander et d'obtenir l'effort qui s'impose à tous. Il est notamment indispensable de donner aux familles françaises les moyens d'accomplir leur mission. La politique familiale doit être «globale» et comporter un statut de la famille qui évitera sa désagrégation. Les valeurs morales restaurées qui consolident la famille et permettent l'accueil de la vie redonneront aux citoyens le sens de la responsabilité — surtout si on remet en honneur l'éducation civique si négligée depuis longtemps. Dans ce contexte le droit pour les parents de choisir librement le mode d'éducation de leurs enfants doit être vigoureusement défendu, d'autant plus qu'il est une des libertés menacées par le pouvoir actuel, tandis que doivent être restaurées la neutralité et la qualité de l'enseignement public.

Tout cela doit se traduire par des mesures d'ordre pratique et financier en faveur des familles : allocations familiales, quotient familial, salaire de la mère au foyer, congé parental, facilités de logement, crèches, garderies personnalisées, rétablissement de l'aide au troisième enfant.

2. La politique de redressement national doit changer l'orientation économique, renoncer au dirigisme sans frein, à la vassalisation progressive des entreprises et à la lutte des classes.

La nouvelle orientation requiert le rétablissement de la confiance d'une part, par l'assouplissement d'une législation trop contraignante, d'autre part, par un allègement fiscal qui devrait intervenir après une réduction sérieuse des dépenses de fonctionnement de l'Etat, enfin par la désétatisation des grandes entreprises françaises.

La politique de redressement national corrigera les inégalités sociales — notamment par l'humanisation de l'entreprise. Une réforme de l'entreprise est nécessaire, fondée sur la coopération et la participation des partenaires sociaux à la gestion et aux fruits de l'entreprise.

Au principe marxiste et pernicieux de la lutte des classes, il faut substituer le principe fécond de la coopération des classes. Même s'il s'agit par moment d'une coopération «conflictuelle», c'est d'abord par l'instauration d'un syndicalisme responsable, par l'expression de tous les salariés, par une politique contractuelle de dialogue, par l'humanisation de l'entreprise, que doit être fondamentalement changé le climat social.

Tout cela ne sera possible que si la monnaie est forte. La défense du franc s'impose donc en priorité.

Un franc solide aidera à promouvoir une politique économique dynamique, notamment dans le domaine agricole, pour la satisfaction de tous les partenaires.

3. En politique intérieure, priorité sera donnée à la défense des libertés et à la sécurité des personnes et des biens.

Les libertés doivent être garanties à tous les citoyens. Elles sont indivisibles. Attaquer l'une d'elles, c'est déclencher un engrenage où elles peuvent toutes être broyées et avec elles la Démocratie et la République. Il faut donc résolument défendre ou restaurer la liberté d'enseignement, la liberté d'entreprendre, la liberté de la presse et de l'information, pour ne citer que les libertés les plus gravement menacées

par le pouvoir socialo-communiste.

Depuis le 10 Mai 1981, beaucoup de barrières légales s'opposant aux désordres publics qui menacent la sécurité des personnes et des biens ont été dangereusement abaissées. Le rétablissement de la situation passe par les moyens donnés à la police de remplir sa mission, par la priorité donnée à la réparation due aux victimes, par une juste sanction des délinquants, la préoccupation de leur réinsertion sociale et aussi par le changement du climat regrettable d'intolérance politique et de laxisme moral qui sévit aujourd'hui dans notre pays. La restauration de l'ordre républicain exige le respect de la règle de droit et de la règle morale.

Dans le même temps il convient de restaurer l'autorité de l'Etat et de réconcilier les citoyens.

4. La politique étrangère devra être considérée en tenant compte de l'état actuel du Monde, qui a bougé. Un phénomène essentiel de notre époque, c'est «le rétrécissement du Monde». Aucun Etat ne peut vivre aujourd'hui à l'abri de frontières protégées, totalement indépendant des autres. La France doit contribuer à développer de nouvelles relations internationales capables d'assurer la paix et de promouvoir la prospérité. Dans cette perspective, elle doit apporter sa coopération aux Institutions Internationales et au développement de l'Europe Communautaire.

L'Europe communautaire est en crise parce qu'en son sein ont ressurgi les égoïsmes nationaux. L'Europe communautaire doit être d'abord un état d'esprit. L'indispensable sauvegarde et affirmation de la personnalité et de l'identité nationales s'inscrit de nos jours dans le développement de l'Europe communautaire.

Elle passe aussi par la fidélité de la France à ses alliances. L'Alliance

(suite page 6)

DECLARATION

(suite de la page 5)

atlantique, depuis trente quatre ans, a sauvé la paix entre l'Est et l'Ouest. Elle doit être maintenue parce que la menace de l'expansionnisme soviétique subsiste.

La France doit coopérer avec tous les organismes de l'Alliance tout en maintenant l'indépendance de sa politique de défense.

De même devra être repensée et plus clairement définie notre politique à l'égard de l'Afrique et du Tiers-Monde.

Tout cela est possible, sans que soit entamée notre indépendance nationale qui repose sur la capacité de la France de se donner les moyens de sa propre sécurité. Notre défense doit être globale et nous ne voulons pas voir se renouveler les erreurs du passé.

La mise en oeuvre de la politique de rechange pour le redressement national requiert chez tous les Français le sens de l'intérêt général et la subordination volontaire des intérêts particuliers à l'intérêt public. De telles vertus civiques sont à la base d'un effort qui pour être efficace doit être librement consenti, pour faire vivre et prospérer la démocratie.

Ont signé

Pour le R.P.R. :

Bernard PONS, Claude LABBÉ
Charles PASQUA, Nicole CHOURAQUI,
Jacques CHARTRON.

Pour la D.C.F. :

Alfred COSTE-FLORET, Robert
PARENTI, Camille CHAFFANEL,
Jeanne AMBROSINI.

*
* *

Ce document est intéressant, d'abord en raison de grandes convergences avec la doctrine démocrate chrétienne, ensuite parce qu'il manifeste une sensible évolution du point de vue de R.P.R. en matière de politique étrangère et notamment à l'égard de l'Europe unie.

Un projet de manifeste commun à l'U.D.F. et au R.P.R. est actuellement à l'étude. Nous le publierons quand il sera connu.

UN PARTI IRREEMPLACABLE

Guy Mollet disait du MRP qu'il ne devrait pas exister. Certains en pensent autant du CDS, son héritier. Mouvement républicain populaire et Centre des démocrates sociaux ne sont que d'hier, mais ils s'inscrivent dans une longue tradition chrétienne et démocratique qui, par le *Sillon* de Marc Sangnier au début du siècle, par les abbés démocrates, Léon Harmel, Ozanam, Lamennais au XIXe, remonte jusqu'aux petits curés de la Révolution française. Tradition originale, qui ne ressemble à aucune autre; elle est irremplaçable.

Le CDS, qui l'incarne aujourd'hui, met au premier rang de ses préoccupations le respect des forces morales et religieuses, seul fondement solide de la dignité humaine. Il n'accepte pas que le pays soit coupé en deux par des factions rivales qui ne pensent qu'à s'entre-détruire. Ses initiatives sont nombreuses en faveur de la classe ouvrière : élévation du niveau de vie et ascension intellectuelle et morale par le développement de l'enseignement. Les chrétiens ont toujours été de bons éducateurs.

Les socialistes ont la ridicule prétention d'en avoir le monopole : Rien de bien ne veut venir que d'eux. Une certaine gauche chrétienne, éducative, syndicaliste, politique, renchérit. Tout est mauvais qui ne vient pas d'elle. Elle invite à ses grandes manifestations un Georges Marchais (Oh Polonais asservis, dissidents russes internés, croyants persécutés, Afghanistan!), mais écartent avec un profond mépris les démocrates-chrétiens. Triste!

Les communistes ont toujours été contre la communauté européenne. Les gaullistes refusent de se soumettre à ses règles. Les socialistes, à la suite de Jean Monnet, avaient été des Européens convaincus. Aujourd'hui, un grand nombre veut se replier sur l'hexagone.

Face à ces attitudes négatives et réactionnaires, le CDS continue à se tourner vers l'avenir. Il reste fidèle à la grande pensée de Robert Schuman: unir les ennemis d'hier réconciliés dans une communauté européenne, ouverte à tous.

Le CDS est pour l'Europe aussi un parti irremplaçable.

Louis SIEFRIDT

(MARNE LIBRE)

FRAUDES ELECTORALES

Le cynisme des communistes en matière de fraude électorale est sans limite. Puisqu'à leurs yeux la société libre est une société pourrie, tous les moyens sont bons pour l'abattre.

C'est une pratique ancienne. Quand j'étais Secrétaire Général de la fédération de la Seine du M.R.P. j'ai souvent été informé de telles fraudes et il m'est arrivé, dans une commune de la banlieue Est, de faire expulser un scrutateur qui avait ouvertement triché.

Dans les élections municipales de mars dernier, le parti communiste, étant en perte de vitesse, a essayé de limiter les dégâts en trichant encore plus qu'à l'accoutumée.

De telles manœuvres sont absolument intolérables et doivent être dénoncées et sanctionnées sans aucun ménagement.

Il appartient assurément aux anciens du M.R.P., quels qu'ils soient et où qu'ils militent actuellement, de s'associer à une telle condamnation, en rappelant sans cesse que la démocratie est d'abord et avant tout le règne du Droit.

Les tricheurs, n'hésitant pas à accuser de partialité les juges qui les condamnent, se sont attirés des ripostes de ces derniers.

Nous publions ci-après un communiqué de l'association des membres et anciens membres du Conseil d'Etat.

J.C.

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DES MEMBRES ET ANCIENS MEMBRES DU CONSEIL D'ETAT

L'Association des membres et anciens membres du Conseil d'Etat tient à rappeler que c'est la loi qui a confié au juge administratif la mission de veiller à la régularité des élections municipales et cantonales.

Lorsqu'il statue sur les recours des candidats ou des électeurs, que ce soit en confirmant les résultats du vote, en proclamant élus ceux qui auraient dû l'être ou en annulant les élections et en provoquant ainsi un nouveau scrutin, le juge administratif est le garant du respect du suffrage universel.

Les tribunaux administratifs en première instance et le Conseil d'Etat, en appel, remplissent leur mission en toute indépendance conformément aux principes aussi traditionnels qu'essentiels du droit français.

Société d'Encouragement au Bien

œuvre d'absolue neutralité fondée en 1862
reconnue d'utilité publique par décret du 2 Mai 1894
couronnée par l'Académie Française

HAUT PATRONAGE
de M. le PRÉSIDENT de la RÉPUBLIQUE

Siège social : 7, rue Guy Patin - 75010 PARIS

Tél. : 280.53.31
C.C.P. PARIS 1188-01

PARIS, le 15 Mai 1983

Pour la première fois dans notre longue histoire, de nombreux sociétaires tiennent à nous écrire pour nous confier combien ils se rendent compte de l'absolue nécessité de réagir, conformément à la mission de la S.E.A.B. contre la baisse inquiétante de la moralité.

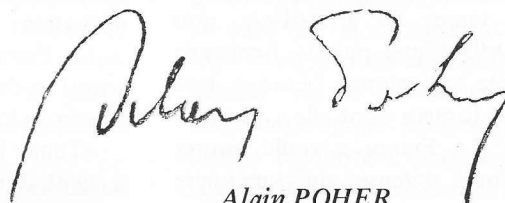
Nul ne doute qu'il soit indispensable et urgent de renforcer notre action, en luttant contre un pessimisme sans ressort et en sachant mettre en relief ce qui est bon, altruiste et courageux dans l'Homme.

Mais il ne suffit pas de citer des exemples. Il faut également chercher à augmenter le plus possible nos effectifs, prouvant ainsi concrètement que de plus en plus de gens partagent nos idées.

N'oubliez pas que la campagne qu'entreprend la S.E.A.B. pour répondre à cette attente commence par VOUS. La force de notre Association repose d'abord, en effet, dans les initiatives et le soutien que saura lui apporter chacun de ses sociétaires.

Vous constaterez, en examinant le bulletin ci-joint, qu'il vous est demandé de recruter UN NOUVEL ADHERENT, parmi ceux qui, comme vous même, ont la volonté de voir le BIEN sortir de l'ombre où l'on s'obstine à le dissimuler.

En outre, en accordant PERSONNELLEMENT votre parrainage à cette adhésion, vous avez le moyen d'affirmer hautement votre appui et d'apporter ainsi le plus précieux des encouragements à la S.E.A.B. et au combat qu'elle mène.



Alain POHER

FRANCE FORUM

Chère Madame, Cher Monsieur,
«France-Forum» est une revue qui s'inscrit dans la ligne de la démocratie personnaliste d'inspiration spiritualiste. Elle s'efforce de présenter sous une forme attrayante et dans un esprit de tolérance des débats, des analyses, des études qui apportent des éléments de réflexion sur les vastes problèmes d'un monde en pleine transformation.

Vous n'ignorez pas les difficultés que rencontre une entreprise comme la nôtre pour maintenir son originalité et plus simplement pour exister.

Grâce à votre concours, c'est-à-dire grâce à votre abonnement, «France-Forum» pourra développer son action.

Merci d'avance de l'appui que vous voudrez bien nous apporter.

Etienne BORNE - Henri BOURBON

Montant de l'abonnement annuel : 80 F.
Montant de l'abonnement de soutien : à partir de 100 F.

par chèque bancaire ou
CCP No 14.788.84 N

France-Forum :
6, rue Paul-Louis Courier 75007 PARIS
Tél. : 544-75-50

Scandale

Vous connaissez sans doute le fameux slogan : « à écoles publiques fonds publics ; à écoles privées fonds privés ».

Et vous en déduisez évidemment que jamais des fonds publics ne sont attribués à des associations privées, quelles qu'elles soient.

En effet quelle association peut être plus importante qu'une école, surtout lorsqu'on sait la faveur dont jouissent les écoles privées auprès de nombreuses familles.

Eh bien vous êtes complètement dans l'erreur : la majorité actuelle a décidé de tuer l'école privée, c'est à dire l'école rivale, qui fait de l'ombre à l'école publique, pépinière du parti socialiste et du parti communiste.

Elle a donc décidé de supprimer les subventions à l'école privée.

Mais ce faisant, socialistes et communistes n'entendent aucunement se priver des subventions qui se déversent sur une foule d'associations qui les intéressent : associations sportives ou sociales,

maisons de la culture, mutuelles, syndicats etc ... , qu'ils contrôlent et qui leur assurent des adhérents, des permanents et des électeurs.

Dans ce domaine le scandale est largement atteint et même dépassé.

En effet certaines écoles privées ont du fermer leurs portes, parce que des municipalités socialo-communistes ont cessé de les subventionner, avec l'accord du Ministre de l'Education Nationale.

Mais dans le même temps, de nombreuses municipalités socialo-communistes, dont certaines très importantes comme Avignon, Brest, Grenoble, Nantes, Roubaix, St. Etienne etc ..., subventionnaient grassement un grand nombre d'associations proches de ces deux partis.

Les élections municipales de mars dernier en mettant fin au règne de ces élus ont également mis un terme à ce scandale.

Jean COVILLE

CONTRE LA STRATEGIE DES CURIACES

François de Rose —

Julliard — 130 pages —

Notre Président de la République, qui a des lettres, car vu son âge, il a pu bénéficier dans sa jeunesse d'un enseignement de qualité, rappelle le stratagème d'Horace qui, en divisant les Curiaces blessés, les a vaincus un par un, assurant ainsi la domination de Rome sur le monde latin.

L'URSS voudrait jouer Horace au XXème siècle. Les nations encore libres se résigneront-elles au rôle des Curiaces ?

L'Ambassadeur François de Rose indique les moyens d'y résister.

Le monopole de l'atome, que détenaient un temps les Etats-Unis, puis l'Alliance Atlantique, puis la fumisterie de la détente, ont plongé l'Europe dans une perverse torpeur dont elle a du mal à se réveiller. La France a voulu assurer seule l'unique défense du sanctuaire national, tout en restant dans l'Alliance Atlantique. Mais cette Alliance, du moins dans son fonctionnement, est aujourd'hui remise en question.

Tout d'abord, le champ des hostilités possibles s'est considérablement élargi. L'URSS est sortie de ses frontières, les siennes et celles de ses satellites européens. Omniprésente en Afghanistan, elle place ses pions de Cuba à l'Angola, en Asie et en Afrique, cherche à déstabiliser l'Amérique du Sud, fait prêcher pacifisme et neutralisme dans les pays où elle n'a pu s'implanter ouvertement. Dans le même temps, elle a considérablement augmenté son potentiel militaire et est devenue une puissance navale, dont les sous-marins «se perdent» parfois dans la mer du Nord ou la Baltique et dont les bateaux de pêche s'égarent dans des eaux interdites. L'équilibre global des forces respectives de l'OTAN et du Pacte de Varsovie n'est plus respecté.

Quelle défense pour la France ? Se borner à l'unique protection du sanctuaire national puisque ses forces, depuis 1966, ne sont plus intégrées au système de l'OTAN, ou compter sur l'Alliance Atlantique ?

La stratégie du gouvernement actuel est fondée sur le principe de la dissuasion nucléaire. Mais notre pays sera-t-il le dernier Curiaque ? Car, peut-on penser qu'il serait épargné si ses voisins étaient

attaqués ? Que deviendrait-il sans l'appui de ses alliés ? Si l'ennemi peut être «reconduit chez lui», la route ne sera-t-elle pas plus courte et partant plus aisée s'il est refoulé de l'Elbe plutôt que du Rhin ou de la Loire ? L'Occident doit donc chercher à écarter la menace d'un conflit et pour cela disposer de forces classiques et nucléaires prêtes à entrer immédiatement en position de défense puis d'attaque. C'est pourquoi il lui faut se doter de toutes les armes permettant une riposte rapide, le facteur temps jouant un rôle primordial dans la dissuasion.

La France, en participant à ce dispositif se donnerait alors un rôle éminent au sein de l'Alliance.

«Tous les membres de l'Alliance seraient donc concernés par cette adaptation de la stratégie et des forces de défense en Europe aux données présentes et surtout à venir de la situation : les Etats-Unis pour le concept d'emploi de leurs armes nucléaires de théâtre, les Européens appartenant au système militaire intégré pour le niveau et la modernisation de leurs forces conventionnelles, et la France pour une réévaluation de ses apports classiques et logistiques à l'ensemble.

C'est la preuve qui sera donnée aux opinions publiques d'une telle volonté de mise à jour qui conforterait dans nos pays le sentiment de sécurité du lendemain, base indispensable à la conduite et au soutien de toute politique à longue échéance».

C'est donc que le monde libre a les moyens de sa défense. Ce remarquable ouvrage, d'une exceptionnelle densité, source de réflexions profondes, partant de vues réalistes, se termine sur une note de confiance et d'espoir.

J.AMBROSINI

LE SOUVENIR DE MUNICH

Le livre de l'ambassadeur François de Rose rappelle cruellement le souvenir de Munich.

A cette époque les avertissements de l'ambassadeur André François-Poncet ne furent pas entendus. On sait ce qu'il en est advenu.

Aujourd'hui, sans outrance, mais avec la précision d'un chirurgien, François de Rose analyse tous les aspects de la menace extrêmement grave qui pèse sur l'Occident du fait de la Puissance qui a déjà réduit de nombreux peuples en esclavage et dont l'objectif est de subjuguer l'Univers. Sera-t-il entendu ?

Comme en 1938, il s'agit de savoir si on fait face ou si on s'incline, en subissant le sort qui est aujourd'hui celui de la Pologne et des autres nations-soumises d'Europe centrale.

Et si on fait face, l'union très étroite des peuples de l'Occident est indispensable.

COMME C'EST BIZARRE !

Ainsi parlait Louis Juvet dans le docteur Knock.

La formule pourrait s'appliquer à certaines attitudes de notre gouvernement.

On se souvient de la fureur des socialistes au moment de l'affaire de Kolvézi et plus tard lors de notre intervention au Tchad : la France, disaient-ils, s'était déshonorée en intervenant dans des conflits africains.

Bien entendu les communistes renchérisaient, la Russie soviétique ayant parfaitement le droit d'accroître immensément son empire, comme elle l'a fait aux dépens de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de l'Angola, du Vietnam, du Cambodge, de l'Afghanistan etc ..., mais les puissances «capitalistes» n'ayant aucunement ce droit.

Aujourd'hui le gouvernement socialo-communiste intervient au Tchad, comme l'avait fait son prédécesseur.

Tout à fait normal, diront certains. Comme c'est bizarre, diront les autres !

J.C.

Les nouveaux inquisiteurs d'Etienne Borne

Etienne BORNE — Les nouveaux inquisiteurs — Editions P.U.F. — 172 pages —

Sous la plume d'Etienne Borne, renaît non seulement une philosophie, mais la philosophie, qui, au contraire de tout discours académique, redevient la source jaillissante, pose les vraies questions pour y apporter des réponses audacieuses, non pas parce qu'elles cultiveraient une ostentatoire originalité mais parce qu'elles nous parlent du fond des choses, et qu'elles durcissent au feu d'une authentique pensée, des convictions auxquelles on ne résiste pas, des convictions qui jettent dans l'action.

Etienne Borne sait que la philosophie ne doit pas se limiter à un discours sur les concepts, sur les idées et les systèmes.

C'est pénétré de cette certitude qu'il choisit son sujet, comme restreint à souhait : «les crises liées de la philosophie et de l'enseignement de la philosophie», tel est l'objet double et un de son ouvrage.

Si la philosophie est parole de l'homme sur l'homme, et dès lors, qu'elle se trouve menacée, c'est l'homme lui-même qui n'est pas loin de son avilissement.

Il existe un humanisme simpliste et euphorique qui relève de l'accusation d'idéologie, qui envisage l'homme comme nécessairement en progrès, avec le progrès inéluctable de l'humanité. Un système d'adulation de l'homme, en même temps qu'un système d'explication simple, un système donc par nature idéologique.

La tâche sera de changer l'idéologie en philosophie vraie. Et naturellement, c'est autour de l'idée que l'homme se fait de lui-même que tout se jouera.

L'idée de l'homme ne saurait être une idée simple. «Pas plus que la définition de l'homme n'est une définition comme les autres, l'idée d'homme n'est une idée comme les autres».

Il n'y a de vérité de l'homme qu'en découvrant qu'un homme n'est pas réductible à la somme de ses rapports avec le monde, qu'il existe en lui un principe unique qui le rend définitivement différent : il est une personne.

«Dire l'homme existe et l'homme est personne font une seule et même vérité».

Et si chacun d'entre nous est infiniment différent, chacun devient du même mouvement infiniment respectable. Là est le paradoxe, double et révolutionnaire, qui fonde le personnalisme, et qui donne son sens au combat pour l'homme qu'Etienne Borne et ses amis ont choisi.

Les débats centraux de notre temps, sociaux et politiques, ne prennent tout leur sens que si on les éclaire de cette certitude que la personne est un absolu d'existence et un absolu de valeur. Le combat des droits de l'homme ne trouve sa véritable portée que s'il est fondé sur une telle certitude.

Surtout, nous n'aurons jamais de la politique une vision récupérable par quelque totalitarisme que ce soit puisque nous serons contraints de poser en axiome que rien ne vaut l'homme, et en particulier pas la société où il vit et s'organise, ni la race, ni la classe où l'a inscrit la destinée.

Révolution qui impose même un défi aux personnalistes engagés en politique qui doivent proposer des principes d'organisation en société en acceptant en même temps que les hommes et chacun d'entre eux ne soient pas complètement socialisables.

Déclaration de respect pour la personne et les personnes, l'humanisme personnaliste est la philosophie par excellence de la démocratie.

Notre courant politique n'a pas d'autre message, pas d'autre identité. Etienne Borne, philosophe, homme de foi et d'engagement, a, dans ce livre essentiel, rendu à l'idée d'homme un poids et une vérité qui justifient chacun d'entre nous d'un engagement militant dont on aura rarement aussi bien aperçu la portée et l'enjeu.

François BAYROU

DEUX POIDS ET DEUX MESURES

Depuis un certain temps on savait que le climat n'était pas bon entre les policiers et au moins deux ministres : celui de l'Intérieur et celui de la Justice.

Récemment ils ont manifesté leur colère par des cris et quelques injures.

Ces manifestations ont été sévèrement sanctionnées et des révocations ont même été prononcées.

Cependant quelques semaines avant ces faits d'autres manifestations fort graves s'étaient produites à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois : des ouvriers en grève, ayant à leur tête des délégués syndicaux, ont attaqué des ouvriers et des cadres à leurs postes de travail avec des barres de fer et en ont blessé plusieurs.

Que pensez-vous qu'il soit arrivé à ces agresseurs ? Aucune sanction : elles ont été refusées par un troisième ministre, celui du Travail, qui n'a pas les mêmes conceptions que ceux de l'Intérieur et de la Justice.

Mais une question reste en suspens qui mériterait réponse : que serait-il arrivé si, à l'imitation des ouvriers cégétistes d'Aulnay-sous-Bois, les policiers en colère, au lieu de se borner à pousser des cris, avaient pénétré dans les ministères de l'Intérieur et de la Justice armés de barres de fer et s'ils y avaient blessé quelques personnes et cassé quelques meubles ?

Ce qui conduit à poser une autre question beaucoup plus grave : Y a-t-il maintenant deux poids et deux mesures en France ?

MANIFESTATION PACIFISTE DE VINCENNES

Manipulés par le P.C. des pacifistes portaient des pancartes portant les mots :

«Nous aimons la paix».

Des contre-manifestants eurent le mauvais goût de faire des pancartes portant ces simples mots ajoutés aux premiers :

«Les Afghans aussi».

Cette riposte ne fut pas appréciée par les chefs du P.C.

Le Socialisme contre le Socialisme

Etienne BORNE

Le socialisme existe. On peut le rencontrer, l'observer, parfois le subir. Mais il n'existe que multiple, dispersé en espèces différentes dont le genre commun est introuvable, et si hétérogène que l'histoire du socialisme et l'histoire de la guerre entre les socialismes fônt une seule et même histoire.

Le plus connu des socialismes, le socialisme marxiste, ne s'est défini lui-même comme socialisme «scientifique» qu'en rejetant dans les ténèbres extérieurs un socialisme dit «utopique», expression polémique pour dire idéaliste et vaguement religieux. Plus généralement, un socialisme n'est pas seulement la contestation plus ou moins réformiste ou révolutionnaire de la société telle qu'elle est, il est aussi et, non moins originellement et fondamentalement, la contestation d'un autre ou d'autres socialismes. Comme si l'orthodoxie ne prenait sens que par rapport à l'hérésie. Ainsi Lénine s'en prenait avec la même violence à la trahison «social-démocrate» et au «gauchisme», maladie infantile du communisme.

La rupture, survenue depuis la révolution bolchévique de 1917 entre le communisme et un socialisme resté démocratique, aurait pu simplifier une situation idéologique complexe pour ne laisser subsister que l'antithèse entre deux doctrines, évidemment incompatibles. Le socialisme français, inattentif aux leçons de Léon Blum dans «A l'échelle humaine», ne s'est jamais complètement résolu à trouver dans la résistance au communisme une spécificité et une unité, qui se sont toujours révélées fragiles et précaires. Comme si ce socialisme était voué à s'interroger indéfiniment sur sa propre identité, se demandant s'il n'affadit pas et même ne trahit pas la doctrine en allant jusqu'au bout des exigences démocratiques et si un souci prioritaire de la liberté ne retarderait pas insupportablement, ou même ne compromettrait pas définitivement, le propos de transformation sociale qui est la raison d'être du socialisme.

Aussi le socialisme français est-il singulièrement vulnérable aux harcèle-

ments et aux pressions des communistes, si habiles à exploiter les incertitudes et états d'âme des socialistes. La proximité du communisme, qui reste son voisin dans une très mythique géographie politique, a toujours été pour le socialisme français une cause de perturbations et de turbulences intérieures. Livré par la pluralité de ses sources, à la recherche perpétuelle de lui-même, toujours insatisfait de son être, et tout particulièrement frustré lorsqu'il a la chance malheureuse d'être au pouvoir, le socialisme français se trouve aujourd'hui plus déséquilibré et divisé qu'il ne l'a jamais été.

Le jeu des tendances dans le socialisme français n'est pas conjoncturel, il est structurel. Michel Rocard distinguait dans le socialisme deux cultures en conflit, dont il disait que l'une était autogestionnaire et moderne et l'autre bureaucratique, étatiste, archaïque. Certes, mais on pourrait déceler au dedans du socialisme bien d'autres oppositions, car les divisions de cette sorte se démultiplient indéfiniment. L'autorité suprême a voulu la coopération de tous dans le même gouvernement, socialistes de toutes cultures, socialistes et communistes et pour changer les oppositions théoriques en convergences pratiques, il a distribué des morceaux de pouvoir à chacun et à tous.

Pari de synthèse impossible à gagner. L'exercice du pouvoir n'a fait que rendre plus visible et que traduire par des incohérences répétées et des retournements spectaculaires, la diversité irréductible des inspirations et des aspirations. On peut toujours embarquer sur le même bateau des navigateurs en désaccord sur les vents et les courants, la boussole et les constellations, et compter sur la richesse du débat entre marins pour animer une traversée heureuse, même s'il n'y a personne de vraiment insensé à bord, on n'aura jamais mis à la mer qu'une nef des fous.

Il n'est bruit, même au sein de la majorité, que de l'échec économique du gouvernement, que les bienveillants disent compensé par une certaine réussite sociale. Ces sortes de discours ne

sont pas faux, encore qu'ils ne soient pas complètement vrais, car en ces matières on peut toujours faire mieux ou plus mal, d'autant plus que lorsqu'il s'agit de l'économique et du social, il faut souvent retirer à l'un pour donner à l'autre. Un échec, en politique et c'est une fausse lapalissade, n'est échec que s'il est politique. Et la carence principale de l'actuel gouvernement est politique.

En ce sens que le pouvoir n'a pas de politique parce qu'il en a plusieurs. Plusieurs successivement et maintenant plusieurs à la fois. Chacune avec son discours qui contredit l'autre discours. L'un est fait d'invocation à la solidarité nationale afin que tous les Français assument une rigueur nécessaire, cependant que l'autre compte toujours sur la mobilisation du peuple de gauche et une vive reprise de la lutte de classes pour qu'une rigueur qui n'est plus la même rigueur assure la victoire des bons sur les méchants. L'un en appelle au patriotisme et à la vigilance aux frontières pour protéger le marché et les âmes des tentations étrangères, tandis que l'autre fait fond sur l'ouverture au monde et la solidarité européenne. Si, sous couvert de quelque réforme ou de telle mesure technique, on risque toujours de passer d'une politique à l'autre, c'est que plusieurs socialismes coexistent, incompatibles, dans le socialisme français.

Le drame de ce socialisme c'est qu'ayant en toute légitimité démocratique la responsabilité de la France, il est lui-même divisé sur les thèmes et les projets à proposer aux Français. Et le drame devient tragédie dans la mesure où la relation antinomique avec le parti communiste, qui entretient cette division interne, risque de la porter à son comble et de casser le parti socialiste, l'inévitable jour où, à moyen ou à long terme, le Président donnera, en se séparant des communistes, un visage enfin historique à ce septennat. Le parti socialiste actuel et l'union présente de la gauche sont,

(suite page 11)

UN ANCIEN M.R.P. VOUS PARLE

André DENIS

Les options difficiles de 1948 à 1958 n'étaient pas favorables à notre unité, chacun a opté selon sa conscience et son jugement. Nos traditions et nos chemins de «Résistance» avaient cependant forgé une amitié que rien ne saurait effacer.

Devons nous pour autant nous limiter à des rencontres amicales d'anciens? N'y a-t-il pas un flambeau à reprendre? Marc Sangnier ne se retourne-t-il pas dans sa tombe en constatant une démission très large à côté d'un déparpillement entre droite pour les uns, gauche pour les autres, sans que notre témoignage assure la continuité dans la diffusion de son message, notre message?

J'ai beau remonter dans les souvenirs de l'aventure des gens de notre esprit, je ne puis en rien les situer «à droite».

L'empreinte sociale et la logique «de gauche», de centre gauche du moins avaient bien consciemment déterminé nos choix aux temps de la «Résistance» et aux lendemains de la Libération Nationale.

Est-il impossible de retrouver aujourd'hui, après que le temps nous ait «libérés» d'une masse d'électeurs si différents de nous, le chemin d'un combat plus authentique.

Pour ma part j'ai rejoint le courant socialiste depuis la J.R., le P.S.U., la CIR — le club socialisme moderne, jusqu'au P.S. actuel. Je me suis mis en veilleuse, sans aucun reniement, depuis les temps les temps du «programme commun». J'avais déjà quitté un parti le MRP, fallait-il une fois encore m'isoler? En retraite désormais, je retrouve mes archives, je m'accroche à l'actualité, je ne me sens nullement démobilisé, mais je suis en attente. Quelle attente?

SOCIALISME CONTRE SOCIALISME (suite de la page 10)

en grande partie, l'oeuvre de François Mitterand et on comprend que le Président hésitera à accomplir un acte qui aurait des airs d'infancitide. Mais il est des ruptures qui sont inscrites dans le ciel, même si les astrologues officiels répugnent à en avertir l'Elysée.

(DEMOCRATIE MODERNE)

Lorsque le M.R.P. acceptait de rejoindre les majorités de centre droit, de 1950 à 1956, je m'accrochais à l'alliance avec les socialistes et les radicaux de gauche, les Mendésistes. Je n'ai guère changé, mais je ne suis pas pour autant comblé. L'êtes-vous davantage, vous qui avez opté pour le C.D.S.?

Certains s'y trouvent peut-être à l'aise et je ne leur en conteste point le droit, mais je persiste à penser qu'il y a parmi nous des hommes et des femmes résolument sociaux, que seule la présence communiste dans la majorité fait encore reculer. Est-ce plus grave qu'en 1945-1946-1947?

Je n'apprécie pas cette présence à priori, et je m'en inquiète; mais n'était il pas évident que le système de bipolarisation y conduirait obligatoirement, sauf à accepter que la droite conserve éternellement le pouvoir?

N'est-il pas probable que la politique de solidarité et de discipline économique ne peut être appliquée qu'avec le consentement des forces populaires et syndicalistes?

N'est-il pas évident qu'une troisième composante plus importante dans cette majorité aurait apporté plus vite l'écho des cadres et des classes moyennes, avec un plus grand souci de la gestion et de la rigueur qui fit défaut durant quelques mois? Elle aurait permis de se passer du P.C. lorsqu'il se retira comme magnère en 1947?

Des contacts se nouent actuellement entre hommes et femmes convaincus de la nécessité de combler un grand vide sur l'échiquier politique français. Radicaux de gauche — Gaullistes de gauche — Socialistes soucieux de continuité.

Quels sont ceux d'entre nous qui se sentiraient motivés un nouvel engagement, dans une autre direction que l'alliance à droite avec ceux qui ne furent jamais de notre esprit et de nos générosités lesquelles remontent au temps du Sillon, mais devraient se réincarner avec ceux qui ne croient pas au ciel afin d'éviter une nouvelle fois la tentation d'un «parti chrétien», afin d'être un levain et non plus des séparés. Invités à prendre la parole le 23 mars, dans la crypte de Saint-Sulpice, nul n'a posé de tels problèmes. Ce n'était pas le lieu.

Invités à collaborer au bulletin est un bon moyen pour amorcer la réflexion, pour aider à rapprocher certains d'entre nous, sans offenser les autres, sans transformer notre assemblée en un forum sur la scène duquel s'affronteraient des thèses parfois fort différentes. J'ose poser la question. Je sais que nos options actuelles sont différentes. Je crois que notre amitié, forgée par une histoire commune, ne doit pas en souffrir. Je crois que la jeune génération apprécierait que nous l'aidions sans la supplanter, à trouver le chemin d'une nouvelle étape pour la continuité dans la fidélité à l'esprit plus qu'aux formes anciennes.

J.O.C., C.F.T.C., P.D.P., A.C.J.F., Résistance, M.R.P., telles sont les organisations au sein desquelles j'ai rencontré, naguère, la plus grande partie des membres de notre association. Ceci explique que, par delà nos différences, voire nos divergences, nous demeurions du même esprit.

*
* *

Cettes les opinions exprimées par André DENIS sont très minoritaires parmi les membres de notre amicale, mais d'une part l'amitié demeure et d'autre part nous voulons que, dans notre association, chacun puisse s'exprimer, comme nous le faisons jadis au M.R.P. et comme il serait très souhaitable qu'on puisse le faire aussi librement en France et ailleurs.

LA LIBERTE DES AFGHANS C'EST LA NÔTRE !

Aidez la résistance afghane.

Envoyez vos dons à l'association parlementaire «Les amis de l'Afghanistan», dont le président est notre ami J.M. Daillet, Assemblée Nationale, 101 rue de l'Université 75355 Paris SP Cedex 07

TROIS POLONAIS

Jeanne AMBROSINI

Jean-Paul II, Lech Walesa, en face Jaruzelski.

L'un tient le pouvoir (grâce et pour le compte de ses puissants amis et maîtres du Kremlin), les tanks, les baïonnettes, la milice armée, le Goulag et tout l'arbitraire qui commande ce régime qu'on ose appeler «démocrate» et «populaire» !

Les deux autres, à des niveaux différents, mais avec combien de points communs, n'ont que leur seule ardente foi chrétienne à opposer à ce Goliath froid et sans âme. Partout, toujours, en semblable occurrence, sur le long terme, c'est l'appareusement frêle David le vainqueur.

Quand, un jour d'automne 1978, le monde sidéré a appris que le nouveau pape était polonais, on a senti que quelque chose se mettait en marche. Etre cardinal en Pologne, au temps où Mgr. Wyszynski en dirigeait l'Eglise, n'était pas un brevet de souplesse d'échine vis à vis d'un pouvoir déchristianisant. Les fruits n'ont pas trahi la promesse des fleurs et la puissance accrue de Karol Wojtyla a rejailli sur son peuple qui a relevé la tête et osé parler d'égal à égal avec les autorités civiles et leur arracher, patiemment, constamment, avec acharnement, des concessions, des libertés, des mesures qui devaient restaurer pour chaque citoyen polonais son identité, sa dignité humaine si bafouées par les valets de Moscou qui dirigeaient le pays.

Le monde communiste retenait son souffle avec crainte de contagion. Les peuples opprimés espéraient que le ferment de renouveau qui était né à Gdansk connaîtrait un autre sort que, jadis, l'insurrection de Budapest et le printemps de Prague. Pendant près d'un an et demi, la vodka se vendait mal mais la joie chantait dans les cœurs.

NAZISME ET SOVIETISME

Les Polonais, ayant été successivement envahis par les Nazis et par les Soviétiques, sont bien placés pour faire des comparaisons : dans les deux cas ils ont perdu leur liberté.

Les ennemis veillaient et un jour de mai 1981 les «tueurs d'élite» manquaient de peu le phare lumineux dont la présence sur le trône de St-Pierre et le rayonnement personnel avaient permis cet élan. La Providence avait voulu que cela fût continué.

Malgré l'état de siège instauré le 13 décembre 1981, les emprisonnements, la répression, la faim, la souffrance, les interdictions, Solidarnosc est vivant et toujours debout. Ce pape est vraiment un trouble-normalisation. N'était-ce pas une erreur d'avoir autorisé ce voyage qui n'a réussi qu'à galvaniser davantage la résistance de son peuple ? Monsieur Jaruzelski mérite le Knout. Quand le recevra-t-il ?

Car enfin, quand on lit la presse qui relate le triomphant périple, force est de constater que le pouvoir a été humilié, déconsidéré aux yeux du peuple polonais et du monde libre.

Voilà que la base revendique, que Jean-Paul II réaffirme dans un pays à économie marxiste toute la doctrine sociale de l'Eglise, combien révolutionnaire, qui met l'accent sur les droits des travailleurs : droit au juste salaire, droit au repos, droit de s'associer, droit de participer, droit de s'informer librement, bref «tous les fondements de l'ordre social occidental et chrétien», dont «la première et fondamentale dimension c'est le travail dans le respect du droit de l'Homme», l'Homme considéré dans sa plénitude, être de sang et de chair, d'esprit et d'âme et reflet divin du Créateur.

Cet homme se réalisera dans la famille qui doit être «si forte de Dieu qu'elle sache rester un rempart ... au milieu de tous les courants destructeurs et des épreuves douloureuses».

Et de Cracovie à Czestochwa, de Wroclaw à Nowahuta, partout, inlassablement, Jean-Paul II est «avec son peuple» sous le soleil et la pluie, attendant avec une véhémence patience la rencontre, quelque part dans les Tatras, avec ce roc inébranlable qu'est Lech Walesa, qu'on essaiera d'amoindrir, de démonétiser. Mais ce pays est rompu à la désinformation, et sait lire entre

les lignes et écouter les silences. Dans cet Etat totalitaire, les leaders ne sont plus crédibles.

Que va-t-il sortir de ce voyage ? Jaruzelski va-t-il être autorisé à se reposer du pouvoir ? Walesa sera-t-il encore plus surveillé ? Il ne fait pas de doute que l'étau va se resserrer, matériellement et moralement. Les prisons risquent de se remplir, alors que Jean-Paul II avait demandé la libération de ceux qui étaient déjà emprisonnés.

Mais, comme l'a dit Tadeusz Kosciuszko : «Il est un temps où il faut consacrer beaucoup pour tout sauver».

A NOS LECTEURS

Nous souhaitons que nombreux soient les adhérents de notre amicale qui répondent aux appels ci-inclus de la Revue France-Forum et de la Société d'encouragement au bien.

France-Forum a été fondée par le M.R.P. pour fournir à ses lecteurs des éléments de réflexion sur les problèmes de notre temps dans la perspective démocratique chrétienne. Elle ne peut subsister qu'avec l'appui de nombreux abonnés.

Quant à la société d'encouragement au bien, que préside Alain Poher, elle s'efforce de faire connaître et de glorifier ce qui se fait de bien, tandis que la presse et les moyens audio-visuels mettent sans cesse le projecteur sur le mal.

Parmi les anciens membres du Comité d'honneur de cette association figurent : Louis Pasteur, Raymond Poincaré et Jean Rostand et parmi les actuels : les professeurs Jean Bernard, Jean Dausset et Louis Leprince-Ringuet.